



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Communications

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

3. Octroi de titres honorifiques

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

4. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

5. 7171 - Projet de loi portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique et modification:

1° du Code du travail; et

2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

- Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative: M. Yves Cruchten
- Discussion générale: Mme Octavie Modert, Mme Sam Tanson, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner (interventions de M. le Ministre Dan Kersch et M. Marc Baum)
- Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative (interventions de Mme Octavie Modert)
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6. 7284 - Projet de loi relatif à l'aménagement du contournement routier de Bascharage et portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

- Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché

- Discussion générale: M. Michel Wolter, M. Yves Cruchten (dépôt d'une motion), M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum (intervention de M. Yves Cruchten)

- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Motion 1: M. Yves Cruchten

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

7. 7198 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

- Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché

- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 7272 - Projet de loi relatif au réaménagement des bâtiments existants et à l'extension de la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Henri Kox (dépôt d'une motion)

- Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Yves Cruchten, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner

- Prises de position du Gouvernement: M. Claude Turmes, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures, M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

9. Ordre du jour (suite)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. François Bausch et M. Dan Kersch, Ministres; M. Claude Turmes, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op an ech froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Dan Kersch**, Ministre de l'Intérieur.- Neen, Här President, dat ass net de Fall.

2. Communications

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Da wëll ech lech déi üüblech Kommunikatiounen maachen iwwert d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen an Äntwerten, d'Lëscht vun de Projeten an déi vun de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, Lëschten, déi entweder hei um Büro leien oder un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite weidergeleet gi sinn.

Communications du Président - séance publique du 17 juillet 2018

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi, le projet de règlement grand-ducal et les propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

7332 - Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la Santé

Dépôt: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 03.07.2018

7333 - Projet de loi portant approbation de la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, signée à Paris, le 7 juin 2017

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.07.2018

7334 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer:

1° au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration biologique intercommunale du bassin hydrographique de la Syre supérieure à Uebersyren;

2° au financement des infrastructures de traitement des eaux urbaines résiduaires en provenance du centre pénitentiaire de Schraggy;

3° au financement des infrastructures de raccordement et de traitement des eaux usées de la zone aéroportuaire à la station d'épuration biologique d'Uebersyren

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 04.07.2018

7335 - Proposition de modification des Annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés

Dépôt: M. Eugène Berger, Député, M. Alex Bodry, Député, M. Gast Gibéryen, Député, M. Henri Kox, Député, M. Claude Wiseler, Député, le 05.07.2018

7336 - Projet de loi relatif à l'aménagement de la transversale de Clervaux

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 09.07.2018

7337 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 09.07.2018

7338 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 09.07.2018

7339 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 09.07.2018

7340 - Projet de loi portant modification de l'article 410-2 du Code pénal pour sanctionner les agressions contre les services de secours

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 09.07.2018

7341 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 11.07.2018

7342 - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2000 transposant la directive 98/41/CE du Conseil du 18 juin 1998 relative à l'enregistrement des personnes voyageant à bord de navires à passagers opérant à destination ou au départ de ports d'États membres de la Communauté [Transposition de la directive (UE) 2017/2109]

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.07.2018

7343 - Proposition de modification de l'Annexe 1 du Règlement de la Chambre des Députés

Dépôt: M. Marc Baum, Député, M. Eugène Berger, Député, M. Alex Bodry, Député, M. Mars Di Bartolomeo, Député, M. Gast Gibéryen, Député, Mme Viviane Loschetter, Députée, M. Claude Wiseler, Député, le 12.07.2018

7344 - Projet de loi relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et aux prestataires de service de navigation aérienne

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 16.07.2018

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

1067 - Demande de pétition publique: Blocage d'un carrefour: Avertissement taxé de 145 € et retrait de deux points

Dépôt: M. Serafim Pinho, le 02.07.2018

1068 - Demande de pétition publique: Amélioration du système de collecte de déchets e-trash, Improve the e-trash waste collection system

Dépôt: M. Daniel Silva Fernandes, le 06.07.2018

1069 - Demande de pétition publique: Interdiction de fumer aux terrasses des restaurants

Dépôt: M. Daniel Reding, le 06.07.2018

1070 - Demande de pétition publique: Geblitzte Verkehrsteilnehmer belohnen mit „Check Card“

Dépôt: M. Gérard Philippe, le 08.07.2018

1071 - Demande de pétition publique: Pour une politique de santé publique qui combatte effectivement l'implantation des moustiques-tigres, vecteurs de maladies, au Luxembourg

Dépôt: M. Joao Antonio Sarno Bomfim, le 10.07.2018

1072 - Demande de pétition publique: Éducation: Instauration d'une troisième liste pour le concours pour abolir l'inégalité entre ceux qui ont fait un bachelier professionnel en sciences de l'éducation et ceux avec un Bachelier «en relation avec un des objectifs de l'enseignement»

Dépôt: Mme Lucie André, le 12.07.2018

1073 - Demande de pétition publique: Dédommagement consommateur (personne privée) suite à la faillite de l'entrepreneur de construction et/ou promoteur

Dépôt: M. Luis Filipe Da Silva Costa, le 12.07.2018

1074 - Demande de pétition publique: Plaques minéralogiques pour vélos

Dépôt: M. Patrick Flammang, le 13.07.2018

1075 - Demande de pétition publique: Führerscheinabgabe für ältere Personen für mehr Sicherheit im Strassenverkehr

Dépôt: Mme Hamida Alomerovic, le 16.07.2018

1076 - Demande de pétition publique: Déduction des coûts d'accès à Internet dans le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques

Dépôt: M. Carlos Da Costa Goncalves, le 16.07.2018

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Octroi de titres honorifiques

Dann hunn ech d'Freed an d'Éier, fir lech matzedeelen, datt opgrond vun enger Decisioun vum Büro vun der Chamber, nom Artikel 42 vum Beamtestatut vun der Chamber, der Madamm Yvette Hellinghausen an der Madamm Toiny Thommes-Gerbec, alle béid Inspecteur principal premier en rang, déi d'Chamber dëst Joer wäerte pensiounschalber verloossen, den Eierentitel zouerkannt ginn ass.

lech zwee douewen: Merci fir Är Services rendus an alles Guddes!

(Applaudissements)

4. Ordre du jour

An dann zum Ordre du jour: Och deen ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite gaangen, esou wéi d'Präsidentekonferenz en déi lescht Woch proposéiert huet.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Ech soen lech direkt, dass et vläicht zu enger klenger Ännerung kënn, wann d'Fraktiounschefen alleguer do dermat d'accord sinn, mä dorop komme mer nach eng Kéier zrëck.

An dann hu mer als éischte Punkt um Ordre du jour de Projet de loi 7171 iwwert d'Zäitspuerkonten an der Fonction publique. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Yves Cruchten.

5. 7171 - Projet de loi portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique et modification:

1° du Code du travail; et

2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

► **M. Yves Cruchten** (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President. Mir stëmmen haut iwwer e Gesetz of, dat schoonn zanter den 90er Joren ëmmer nees an d'Gespréich koum, ouni dass et awer verwierklecht gouf.



Eng ganz Rëtsch vu Regierungen hate sech eigentlech virgeholl, am ëffentlechen Déngscht Zäitspuerkonten anzeféieren; esou och dës Regierung an hirem Koalitiounspabeier vun 2013. Beim Gehälteraccord an der Fonction publique vum 5. Dezember 2016 huet d'Regierung sech nach emol engagéiert, fir e Gesetzesprojet an dësem Sënn ze deposéieren. Dat huet si och den 21. August zejoert gemaach, an haut kënnen mer dat Gesetz stëmmen.

Wat sinn elo dës Zäitspuerkonten? Mir alleguerte wëssen, dass een am beruffleche Liewen emol Momenter huet, wou ee méi muss schaffen oder ka schaffen, wou méi Aarbecht ufält oder och méi Präsenz verlaangt gëtt. Op där anerer Säit gëtt et och ëmmer erëm Zäiten, wou ee wëllt oder muss méi lues trëppelen, wou ee fir sech, seng Famill oder e perséinleche Projet méi Fräizäit brauch. Dat war bis haut net mateneen ze verknäppen. D'Aarbechtszäiten am ëffentlechen Déngscht grad ewéi d'Congée si streng reglementéiert a loosse net vill Spütt, fir sech seng Zäit anzedeelen.

Mat dësem Gesetz kënnen d'Beamte beim Stat an Zukunft Zäit uspieren. Esou kënnen si zum Beispill déi Congésdeeg uspieren, déi se net konnten am lafende Joer eranhuelen, grad ewéi lwwerstonnen, déi iwwert de Kader vum Horaire mobile erausginn. Déi ugespuerten Zäit kann dann op Wonsch, a wann de Service et och erméiglecht, erageholl ginn. Et kann ee bis zu engem Maximum vun 1.800 Stonne sammeln, wat ongeféier engem Schaffjoer entsprécht.

Wichtig ass awer ze wëssen, dass een net säi ganze Congé kann an Zäit spueren ëmwandelen. Et ass och eng Fro vun der Gesondheet, dass ee regelméisseg e gudden Deel vu sengem Congé hëlt, fir sech ze erblosen, sech ze erhuelen an ze raschten.

Och setzt d'Gesetz Limiten, wivill een am Dag respektiv an der Woch dierf schaffen. Et gëtt also e Maximum vun zéng Stonnen den Dag respektiv 48 Stonnen d'Woch, déi net sollen iwwerschritt gi bei enger voller Täche.

D'Gesetz geet och op déi spezifesch Situatioun vun den Enseignanten an an hält fest, dass fir si net Stonnen, mä Schoulstonnen - also op Franséisch „leçons“ - gerechent ginn.

Här President, et ass mer wichtig ze betounen, dass dat hei keng Faveur ass, déi d'Statsbeamte géife gemaach kréien. Et geet hei ëm dee Congé, dee se zegutt hunn, an déi Stonnen, déi se och effektiv geschafft hunn. Och ass et keng Extrawurscht fir den ëffentlechen Déngscht, well den Aarbechtsminister Nicolas Schmit huet viru Kuerzem och de Gesetzesprojet deposéiert, fir Zäitspuerkonten am Privatsecteur anzeféieren. Plazeweis, wësse mer jo, gëtt et dat souguer schonn am Privatsecteur, an dat ass ze begrëssen.

Dat gëtt de schaffende Leit am privaten ewéi am ëffentleche Sektour méi Flexibilitéit an erméiglecht och e bessert Zesummespill vu Beruffs- a Privatliwwen, wat ganz bestëmmt dem Wuelbefannen an och der Gesondheet vun de Salariéen zeguttkënnt. Ech mengen awer, net nëmmen, well och de Stat huet Interessi drun, kënnen op d'Mataarbechter ze zielen, wa se gebraucht ginn, zum Beispill wann aussergewéinlech vill Aarbecht do ass.

Mat dësem Gesetz kommen awer och nach aner Verbesserungen. Sou gëtt den Horaire mobile beim Stat esou ofgeännert, dass e Beamte scho kann um 6.30 Auer, also hallwer siwen, säin Déngscht ufänken. Vlächtt hëlleft eis dat schonn e bësse moies op de Stroossen, wann net jiddweree muss Punkt aacht oder Punkt siwen ufänken.

Och gëtt déi obligatoresch Mëttesstonn op eng hallef Stonn minimum reduzéiert. Dat heescht, et muss een net eng ganz Stonn Mëttespau maachen an et kann een esou eventuell och e bëssen éischter heemfuere, fir zum Beispill d'Kanner aus der Crèche oder aus der Maison relais ofzehuelen. Wien eng Deelzäitaarbecht huet a just sechs Stonnen oder manner Déngscht huet, dee brauch keng Ennerbriechung méi ze maachen an der Mëttesstonn.

Da gi mat dësem Gesetz och déi nei extraordinär Congéen ëmgemat, déi mer jo zënter Kuerzem am Privatsecteur kennen. Do stécht natierlech de Pappecongé vun zéng Deeg eraus.

Här President, mir hunn an der Kommissioun d'Avis vum Statsrot a vun der Beruffskummer analyséiert. Zu dem Gesetzesprojet huet d'Regierung zweemol Amendementer nogeschoss. Den 10. Juli huet d'Kommissioun de Projet de rapport ugeholl.

Ech wëll hei direkt virausschécken, dass et um Enn vun eisen Aarbechten an der Kommissioun ganz séier gaangen ass an dass mer de Membere net vill Zäit gelooss haten, fir den definitive Rapport ze studéieren. Mir Deputéierte bekloen eis an de leschten Deeg iwwert den enormen Aarbechtspensum an déi vill Projeten, déi nach solle virun der Summervakanz gestëmmt ginn. Mir vergiessen heiandsdo, dass hannert an nieft de Politiker och d'Beamten aus der Chamber an eis Mataarbechter an de Fraktiounen deem stramme Rhythmus den Ament mussen nokommen, wat net ëmmer einfach ass. Ech wëll dofir de Membere aus der Kommissioun Merci soen, dass si Versteedemach gewisen hunn an et erméiglecht hunn, dëst Gesetz haut ze stëmmen.

Här President, ech sinn der fester lwwerzeugung, dass mer mat dësem Gesetz grad ewéi mat deem, wat nach fir de Privatsecteur ënnerwee ass, e grouss Schratt maache fir méi Liewensqualitéit a méi Wuelbefannen op der Aarbechtsplaz. Déi schaffend Leit kréie méi Rechter a kënnen hirt Familljen- a Privatliwwer besser mat der Aarbecht an Aklang bréngen.

An d'Gesetz schützt de Salarié vis-à-vis vun eventuellen Abuse vum Patron, fir dass d'Flexibilitéit net just an eng Richtung geet. Dofir wëllt ech dem Minister Kersch an der ganzer Regierung felicitéieren a gi selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An als éischt Riednerin ass d'Madamm Octavie Modert fir d'CSV ageschriwwen. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Gesetzesprojet geet zrëck op e Virgängertext vun der viregter Regierung, de Gesetzesprojet Nummer 6233, deen ech 2010 an der Chamber deposéiert hat, fir Zäitspuerkonten anzeféieren. Ech soen dat just, well den Här Rapporteur vergiess hat, dat derbäi opzezielen.

Déi haiteg Regierung huet deen Text dunn 2014 zrëckgezunn an 2017 en neie Gesetzesprojet - den 7171, dee mer haut debattéieren - hei am Haus fir den ëffentlechen Déngscht hannerluecht. De Projet vum Minister Kersch geet op eenzelnen Elementer méi wäit an op anere manner wäit ewéi dee Projet, deen ech 2010 deposéiert hat.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Afféierung vun Zäitspuerkonten erméiglecht eng eege Wiel, fir e gutt Matenee vu Beruff, Famill a Privatliwwen ze organiséieren, an d'CSV stëmmt dëst Gesetz.

Erlaabt eis awer nach e puer Umierkungen!

Éischters, wat d'Uwendung op de Gemengesector ubelaangt: D'Gemengepersonal ass heivunner ausgeschloss ginn, an dat mam schrëftlechen Argument vun der Mengengenautonomie. Hei stellt sech awer vill éischter d'Fro vun der Gläichstellung a Gläichbehandlung, an dat ass méi en héije Prinzip wéi dee vun der Autonomie communale. An ech denken, Här Minister, dat kënnt Dir net zouloossen, an nach manner, wann de Fonction-publiques-Minister och selwer Innenminister ass.

Zweetens, wat d'Uwendung fir de Privatsecteur ubelaangt: Och 2010 (veuillez lire: 2011) hat parallel den Aarbechtsminister e Projet de loi deposéiert fir de Privatsecteur. Och deen ass 2014 nees zrëckgezu ginn. Elo just haut de Moien ass en neien offizielle Projet fir de Privatsecteur komm a fir jiddwereen zougänglech gemaach ginn; dee kann elo kaum nach gestëmmt ginn. Wéi ass déi definitiv Haltung vun de Sozialpartner do derzou?

Eng drëtt Fro, déi mer nach stelle wëllen, ass déi vum Pappecongé. Duerch dës Projet 7171, dee mer haut hei debattéieren, gëtt och de Pappecongé am ëffentleche Sektour nei geregelt an op zéng Deeg ugehewen, esou wéi dat fir de Privatsecteur schonn de Fall ass.

Och hei huet den Aarbechtsminister Schmit sech rezent mat enger Ausso zu Wuert gemellt. En hutt op eng parlamentaresch Ufro geäntwert iwwer Fräiberuffler, an zwar war dat d'Ufro vum Här Hahn an dem Här Lamberty: «(...) je tiens à préciser que je suis en principe en faveur de l'introduction d'un congé de paternité pour tous les pères travaillant au Luxembourg, y inclus les indépendants.» E seet, e wär net selwer zoustänneg duerfir, a concluéiert: «Je suis disposé à saisir le Conseil de Gouvernement de la proposition d'étendre le bénéfice du congé de paternité aux indépendants.»

Här Minister, Dir kënnt eis alleguer soen, ob Äre Parteikolleg oder en anere Minister an Zwëschenzäit de Regierungsrot heimat befaasst huet, a wann neen, firwat dann net. Et ass schliisslech eng formal Ausso vun engem Regie-

rungsmitglied als Äntwert op eng schrëftlech Fro vun Deputéierte vun der Majoritéit. Oder woufir ass dat Versprieche vum Här Schmit gemaach ginn?

Eng lescht Umierkung, déi ech nach maache wëll, ass déi vun der praktescher Uwendung vun dësem Gesetz, dat mer haut hei stëmmen. Natierlech stelle sech nach Detailfroen an dësem Projet de loi - de Rapporteur huet et jo och scho gesot: Et war e bësse séier gaangen -, awer et ass jo virgesinn, dass dat Gesetz schliisslech elo ganz séier a Kraaft triede soll; ee Mount no der Publikatioun, denken ech. Ech weess net, ob Der dat nach wëllt erauszéien. Trotzdeem wäert et eng séier Akraafttriedung ginn.

Do bleift also nach Aarbecht ze maache fir d'praktesch Uwendung. Wou sinn d'Reglementer drun? An d'Ausféierungsbestëmmungen? Wéi gi Kontrolle gemaach? Wat sinn d'Uweisungen un d'Servicer? U wie kënnen déi sech wenden, wa se Froen hu fir d'Ariichte vun den Zäitspuerkonten, och wann déi am Fong geholl en Automatismus hunn? Ech denken, op déi Froe sinn Äntwerten néideg.

Zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech dem Rapporteur, Här Cruchten, Merci soen. Dir hat Chance, Här Minister, dass hie sech ni gezunn huet, fir all Kéiers Rapporteur vun Äre Gesetzter ze ginn. Hien huet de Rapport och heivu gutt gemaach. An ech bréngen, wéi gesot, den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetz.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Une voix.**- Et ass e gudder Mann!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Här Gusty Graas.

Här Graas, sidd Der prett? Soss zéien ech een anere vir.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Dann huet een anere vir!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech zéien d'Madamm Tanson da vir. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Sam Tanson (déi gréng).**- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol dem Yves Cruchten villmools Merci fir säi gudder schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, en huet déi wichtegst Punkten ervirgestrach. Ech wollt awer och eng Kéier, well et wierklech an eisen Aen och e fundamental wichtigen Text ass, op déi Punkten agoen, déi eis positiv a wichteg erschéngen.

Mir schwätze jo ganz vill dovunner, dass d'Eltere méi Zäit sollen hu fir hir Famill an dass insgesamt d'Aarbechtszäite méi flexibel solle gestalt ginn. Dat hei ass ee wichtege Bausteen dovunner. Et geet net drëm, manner ze schaffen, mä et geet drëm, sech seng Zäit besser kënnen opzedeele.

An Zukunft gëtt fir d'Fonction publique, y inclus d'Établissement-publiken, en automateschen Zäitspuerkont agefouert, wat de Leit et wäert erméiglechen, natierlech am Respekt vun de Besoine vum Service, dann doheem ze sinn, wann d'Kanner oder si et brauchen, zum Beispill an de Schoulvakazen, fir ze verhéieren - eppes wou mir jo och ganz vill driwwer diskutéieren -, dass d'Kanner dee ganzen Dag an deene Vakanze mussen betreit ginn.

Et erlaabt et awer och all Mënsch, méi flexibel engem Engagement oder enger Fräizäitbeschäftegung nozegoen. Och dass e wichtige Punkt an eiser Gesellschaft, sech kënnen ze engagéieren. Eppes, wat mer oft bemängelen, ass, dass et vlächtt heiandsdo un Engagement feelt. Heimat gëtt de Leit d'Méiglechkeet gebueden, sech hir Zäit fir hirt Engagement esou anzedeelen, wéi et noutwendeg ass.

Do derbäi kommen nach d'Upassung vum Horaire mobile. Vill Leit hu léiwer eng kuerz Mëttesstonn an notzen d'Zäit virun an no der Aarbecht. Duerfir ass déi Kierzung vun der obligatorescher Mëttesstonn vun enger Stonn op 30 Minuten eng gutt Saach, grad ewéi d'Ausweitung vun den Aarbechtszäiten insgesamt vu 06.30 Auer moies bis 19.30 Auer owes.

Natierlech geet bei all Flexibilitéitsgedanken de gudder Fonctionnement vum Service vir, soudatt obligatoresch Präsenzzeiten vum Verwaltungschef kënnen fixéiert ginn, fir all Abusen ze evitéieren.

Positiv ass och d'Harmoniséierung vun den extraordinäre Congéen, soudatt och elo d'Statsbeamte kënnen vum Pappecongé vun zéng Deeg profitéieren, wat jo och dat Normalst ass, wa jiddwereen op deem dote Punkt gläichgestallt ass. Och d'Pappen an der Fonction publique solle kënnen déiselwecht Rechter hunn ewéi d'Pappen am Privatsecteur.

All dës Moosname sinn eng gutt Saach fir déi Betreffen, mä et ass och eng gutt Saach fir den

Image vun der Fonction publique. Et gëtt méi e flexibel a méi e familjefrëndlecht Bild, wat mer natierlech och begrëssen.

Et ass awer och e Projet, iwwert deen, wéi den Yves Cruchten et schonn ervirgestrach huet, scho ganz laang geschwat gëtt, net eréischt zënter der leschter Legislaturperiod, mä deen eben 1999 schonn am Regierungsprogramm stoung.

Elo muss déi Méiglechkeet esou séier wéi méiglech fir d'Gemengebeamte virgesi ginn - well och si mussen kënnen dovunner profitéieren - genau wéi och fir d'Leit aus dem Privatsecteur. Well all déi positiv Elementer fir d'Mataarbechter vum ëffentlechen Déngscht gëllen och fir déi aner Leit, déi schaffen.

An nach e leschten Appell: Och d'Situatioun vum Hallefschaffe während enger Krankheet mussen gekläert ginn. Mir verstinn absolutt, dass se hu missen hei erausgeholl ginn, mä se dierfen net vergiess ginn. Dat si wichteg Situatiounen, komplizéiert Situatiounen, déi e legale Kader mussen kréien.

Dat gesot, ass dat hei e ganz gudder Projet. An ech gi gären den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

(*Interruption par M. Gusty Graas*)

Mir kënnen nach e bësse waarden.

(*Hilarité*)

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Hien huet seng Ried auswendeg geléiert.

(*Hilarité*)

Dat ginn déi beschte Rieden.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Här President,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Also, mir si bei lech.

(*Hilarité*)

► **M. Gusty Graas (DP).**- ...Dir Dammen an Dir Hären, d'Aarbechtszäit u sech huet sech immens verännert an deene leschte Joren. Wann ee bedenkt: Am 19. Jorhonnert, do hunn d'Leit nach 82 Stonne geschafft.

(*Brouhaha*)

An haut gëtt et Leit, déi soen: „Mat 38 Stonne kënnen mer och auskommen, ouni Lounausgläich.“ Do gesäit een also, wat fir eng Entwécklung dass d'Aarbechtszäit an deene leschte Jorzéngte gemaach huet. Duerfir ass et och schonn interessant, dass ee gesäit, wat fir eng Entwécklung do vir sech gaangen ass. A mir sinn natierlech och frou als Demokratesch Partei, dass elo de Compte épargne-temps zrëckbehalen ginn ass. Ech wëll näamlech drop hiweisen, dass mäi Fraktiounskolleg, den Alexander Krieps, schonn am Joer 2007 eng Question parlementaire hei op dëser Plaz gestallt huet. An deemools huet den deemolege Minister, den Här Biltgen, zwar geäntwert, dass dat am Regierungsprogramm geif stoen, mä et ass net ëmgemat ginn. An elo stelle mer fest, dass et awer zu dësem Zäitpunkt ëmgemat gëtt. Duerfir ass dës Regierung dozou ze felicitéieren.

(*Brouhaha*)

Mir sinn och als Demokratesch Partei déi, déi an all deene Joren ëmmer gefuerdert hunn, dass méi eng grouss Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit soll kommen.

Et däréi een net vergiessen: D'Aarbecht ass zwar eppes enorm Wichtige, mä op där anerer Säit ass et awer och wichtig, dass ee säi Privatliwwen kann organiséieren, an duerch dat Gesetz hei ass et am Fong geholl awer gutt, dass mer déi Moosnam hei treffen.

Ech wollt awer nach e puer Reflexiounen maachen. Déi éischt ass déi, dass jo u sech de Maximum vun 1.800 Stonnen zrëckbehalen ginn ass. Dat heescht, et kann een also fréistens ee Joer éischter an d'Pensioun goen, wat och eng ganz gutt Saach ass. Zweetens gëtt jo duerch dat Gesetz hei awer och déi Visitt vum Dokter (veuillez lire: vum Kontrolldoktor doheem), wann ee krankgeschriwwen ass, elo ofgeschafft, dat heescht, dass een op d'Plaz ka kontrolléieren goen, ob déi Persoun, déi krankgeschriwwen ass, dann och wierklech doheem ass.

Ech hu mer do e bësse méi am Detail d'Argumentatioun ugekuckt, firwat dass dat u sech elo sollt suppriméiert ginn. Ech ginn awer ganz gären zou, an ech mengen, ech kann dat och am Numm vu menger Partei hei soen, dass mer awer do gewësse Reserven hunn. Mir liewen am Zäitalter vun der Digitalisatioun, an do misst et awer méiglech sinn, wann een, wéi gesot - an ech iwwerhuelen elo dat, wat an dem Commentaire des articles steet -, d'Schell net géif héieren, dass dat net onbedéngt eng Ursach wier, fir engem dann direkt ze ënnerstellen, e wier net doheem gewiescht.



Et gëtt awer och nach aner Méiglechkeeten. Et kann een iwwert de Wee vun engem Mail oder engem SMS engem matdeelen: „Voilà, d’Kontroll war ëm déi an déi Zäit do.“ Wier et dann net awer och ubruecht, datt dee Betreffene sech dann awer während enger gewësser Zäit kéint zréckmellen a soen: „Voilà, ech war awer doheim“ an esou weider. Mir hunn do gewësse Problemer mat där Argumentatioun.

Wichtig ass awer an deem Gesetz och, datt eng Rei aner Congéen elo legiféiert ginn an deem Sënn, datt se eng gesetzlech Basis kréien. Ech mengen, d’Demokratesch Partei ass derfir bekannt, datt se sech an deene leschte Joren ëmmer derfir agesat huet, datt soll méi eng Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit kommen, datt och eng Rei vu Congéen, ech denken un de Pappecongé an och aner, solle méi eng gesetzlech Basis kréien. Dat ass schonn an eiser Linn.

An op där anerer Säit dierf een awer och net vergiessen, datt d’Méiglechkeet elo besteet, fir ebe seng Aarbechtsstonden, déi ee leescht, datt een déi awer och kann op engem gewëssene Compte épargne zréckbehalen, datt een déi och ka spéider fir aner Saache benotzen. Ech denken un d’Weiderbildung, wat jo och elo hei virgesinn ass, zum Beispill bei den Enseignanten eng Année sabbatique, wat ganz wichtig ass.

D’Aarbecht ass nun eben net alles! A wann een d’Méiglechkeet huet, sech weiderzebildnen, da soll een dat och notzen, well dat och fir sech selwer u sech wichtig ass, datt ee sech doeruech ka weiderentwéckelen. D’Motivatioun gëtt méi grouss. An insgesamt muss een also soen, datt dat heiten e positivt Gesetz ass, wat mir selbstverständlech matdroen. An an deem Sënn bréngen ech selbstverständlech och dann d’Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Ech soen lech Merci.

► **M. André Bauler (DP).** - Ganz gutt!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat ass eng vun Äre beschte Riede gewiescht.

(*Hilarité et brouhaha*)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir sidd prett, Här Kartheiser?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dann hutt Dir d’Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e grouse Merci un den Här Cruchten fir d’Erklärung vun deem Gesetz. Et ass e Gesetz, wat mir och gär matstëmmen. Ech mengen, vun de Virriedner ass erkläert ginn, wat et alles u Virdeeler huet. Et schafft och elo eng gewësse Gerechtegkeet tëschent dem privaten an dem öffentleche Secteur. Et ass ganz flott, wann d’Leit kënne méi iwwer hir Zäit verfuegen.

An awer muss ee soen, datt, wann een dëst Gesetz liest, vläicht e puer Kommentarer kënne gemaach ginn.

Dat Éischt ass deen, datt ee vläicht net dee richtegen Androck vun der Aarbecht vum Fonctionnaire huet, wann een dëst Gesetz liest. Et ass e bëssen, et klängt wéi en Epiciersgesetz. Ech hunn näischt géint Epicien, dat ass eppes ganz Wichtiges. Mä esou minutiéis.

Et ass souguer esou, datt d’Zäiten, déi de Beamte schafft, hei a Stonnen an a Minute gerechent ginn, mä dat entsprécht eigentlech net der Aarbechtsethik vun engem groussen Deel, vun deem gréissten Deel vun der Fonction publique. Et ass net esou, datt d’Beamten elo, well se och iwwerall oder op ville Plazen d’Auer drécken, a Stonnen an a Minute rechnen. Eis Fonction publique géif net fonctionnéieren, wann d’Beamte géifen esou denken. Et ass éischter esou, datt vill Leit net op d’Auer kucken an hir Missioun erfëllen am Dénsgscht vun eis alleguer, ouni eben ze vill op d’Auer ze kucken.

An ech mengen, dat ass deen Androck, deen ee muss verënnern, wann een dëst Gesetz liest. Bei aller Flexibilität, déi et de Leit gëtt, an dat ass och gutt esou, ass et net esou, datt de Gros vun der Fonction publique a Minute rechnet.

Et ass och fir verschidden Administratiounen schwéier ëmzesetzen. Am Text, an deene Commentairen ass notament vun der Justiz a vun der Educatioun rieds. Dat ass richtig. Et ass net einfach an där ganzer Villfalt vun der Fonction publique, ëmmer dee Wee ze fannen, dee wierklech gerecht derfir suergt, datt da jiddwereen op seng Manéier ka vun deem Gesetz profitéieren.

Et sinn och Saachen dran, déi och net der Realitéit an der Fonction publique entsprechen, net der Noutwendegkeet eigentlech vun deem, wou mer alleguer all Dag dervu profitéieren, nämlech vun engem zouverlässeg an effizienten öffentlichen Dénsgscht.

Et ass zum Beispill e bësse surrealistesch, wa gesot gëtt: „D’Iwwerstonne si limitéiert. A wann ee wëllt eng Iwwerstonn maachen, dat ass soumis à autorisation.“ Et géif iwwerhaupt net vill fonctionnéieren am Stat, wann all Kéiers fir all Iwwerstonn géif esou eng Autorisatioun ugefrot ginn.

Dat ass sécher wouer bei de Rettungsdénsgschter, an der Force publique, mä och an anere Ministère. An ech erënnere mech ganz vill un europäesch Presidencen, déi mer gemaach hunn, wou natierlech d’Zuel vun den Iwwerstonnen enorm war a wou och déi Beamten, déi déi gelescht hunn, déi emol net ganz kompenséiert kruten, well iergendwou vum Stat eng arbiträr Limitt gezu gouf.

Et ass einfach eng Realitéit, datt vill Beamte sech an esou Situatiounen wierklech, ouni eben op d’Auer ze kucken, voll asetze fir eise Stat. An dat muss een honoréieren. An dat ass eppes, wat duerch dëst Gesetz net ëmmer erëmgespigelt gëtt, weder am Geescht vum Gesetz nach an den Termen dervun. Wéi gesot, wann op Formulatiounen bestane gëtt, wat ee kann novollzéien, datt eng Iwwerstonn muss ugefrot ginn: D’Realitéit ass dacks eng aner.

Mir haten och hei de Congé de reconnaissance, dee gëtt och, kann ugerechent ginn op dee Congé de..., deen „Zäitspuerkonto“ - ech huelen un, dat ass dat bescht Lëtzebuerger Wuert derfir -, deen elo ageriicht gëtt.

Mir wëlle just nach eng Kéier drun erënnern, datt mir als ADR deem Bewäertungssystem an der Fonction publique ganz kritesch géintiwuerstinn. Et ass näischt, wat mir gutt fannen. Et ass eppes, wat d’Méiglechkeet vun der Politiséierung un der Fonction publique verstärkt. Et ass eppes, wat besonnesch a klengen Administratiounen ganz schwéier ëmzesetzen ass, wat ganz vill schlecht Blut ka maachen. An och wa mer hei elo beim Congé de récréation (veuillez lire: Congé de reconnaissance) selbstverständlech akzeptéieren - et gëtt e jo -, datt dee kann op deem Zäitspuerkonto ugerechent ginn, esou wëlle mer awer nach eng Kéier soen, datt mer dee Bewäertungssystem, esou wéi en am Abléck existéiert an der Fonction publique, kritiséieren an och géifen änneren.

Eng lescht Bemierkung iwwert d’Congéen. Mir freeën eis mat all deenen anere Kolleegen, déi gesot hunn: „Et ass wichtig, datt mer hei e modernen a grousszügege Congésregime fir d’Beamten, fir d’Fonction publique hunn.“ Dat gëllt selbstverständlech och besonnesch fir de Pappecongé, deen a leschter Zäit jo ganz vill an der Diskussioun war.

Et ass awer och esou, an ech profitéieren dervun, datt den Här Minister Schneider och heibannen ass, datt mer de Congé hu fir d’Opérations pour le maintien de la paix an datt mer do kee Gesetz kritt hunn an dëser Legislaturperiod, fir de Congé, also iwwerhaupt d’Opérations pour le maintien de la paix ze reforméieren. Dat deet eis leed. Mir hätte gär e Gesetz gesinn, wat och de Statut vun deenen Operationen géif moderniséieren inklusiv och vläicht déi Aspekter, déi mam Congé ze dinn hunn. Dat wor awer net méiglech.

Fir déi Leit, déi an de Gemenge schaffen, muss natierlech och gekuckt ginn, ob do äänlech Dispositiounen méiglech sinn, och wann ee vum Stat an d’Gemenge wiesselt, ob een d’Rechter behält. Ech mengen, dat ass virgesinn, mä och wann aner Wiesselen sinn an der Carrière vun engem Beamten, ob dann all Kéiers och déi Rechter preservéiert sinn. Ech mengen, dat ass e Prinzip, op dee mer eis och alleguer hei lichter misse kënne verstännegen. Dat ass, datt all Wiessel am Kader vun enger normaler Carrière am Dénsgscht vun der Öffentlichkeit net dierf mat Nodeeler fir dee betrouffene Beamte verbonne sinn.

Dat gesot, schlësse mer eis gär als ADR dem Konsensus an dëser Fro un. Et ass vu senger Ausrichtung hier e gutt Gesetz. Et entsprécht net ëmmer der Realitéit am öffentlichen Dénsgscht, mä et ass awer op jidde Fall eppes, wat mir matdroen an och matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ganz gutt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An de leschte Riedner ass den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Mir wäerten och net de Konsens brechen haut, well mir natierlech och dëse Projet de loi wäerte matstëmmen. A mir sinn och ganz frou driwwer, dat kënne ze maachen.

Et gouf schonn e puermol gesot: D’Aféierung vum Compte épargne-temps ass eng laang Fuerderung. Wien ugefaangen hat, wie méi schnell war, wien deen éischte war, wien dee leschte war; et ass e bësse wéi am Fussball: Haaptsaach, dat ass deen, deen de Gol schéisst. Deen huet schlussendlech gewonnen. De Rescht spillt bal keng Roll méi.

Et ass eng laang Fuerderung an der Fonction publique. Mir sinn awer och der Meenung, wéi dat och virdru gesot ginn ass, datt een hätt sollen awer och drun denken, fir et auszeweiten op de Gemengesecteur. Evidenterweis wäert dat an dëser Legislaturperiod jo net méi stattfannen.

Mir mengen och, datt déi Argumentatioun, fir ze soen, datt et komplizéiert wier weinst der Mengenaautonomie, e bësse bei den Hoer erbäigezunn ass, mä et ass jo och schonn ugeklungen, datt awer de Wëllen do ass, och vun anere Parteien, fir an déi Richtung ze goen. Dat wäert da wuel nom Oktober méi konkret ginn.

Just eng kleng Fro elo, ech mengen, mä ech ka mech do vläicht ieren, a vläicht kann herno och nach de Minister dorop agoen: Souwäit ech verstan hunn, ass d’Visitt vum Dokter net komplett ofgeschafft. Souwäit ech verstan hunn, gëtt et nach ëmmer d’Méiglechkeet am Krankheitsfall, nom drëtten Dag eng Visitt ze maachen. Also, ech hunn elo de Projet de loi leider um Büro vergiess, fir nozekucken, en ass e bësse schnell komm, mä ech hat den Androck, datt et esou wier. Mä ech ka mech vläicht och ieren. Mä soit!

Et ass natierlech eng laang Fuerderung gewiescht fir den öffentlichen Secteur, fir dat anzeféieren, mä, wéi gesot, an dat gouf och scho gesot: Et ass och eng ganz laang Fuerderung, fir de Compte épargne-temps am private Secteur anzeféieren. An do wollt ech och nach drun erënnern, datt awer schonn 2004 de Conseil économique et social do déi Propos gemaach hat, wou sech jiddwereen och domadder averstane gewisen huet, all Partner innerhalb vum Conseil économique et social.

Et ass e Projet de loi elo vum Aarbechtsminister deposéiert ginn, deen evidenterweis och wahrencheinlech net méi an dëser Legislaturperiod wäert kënne ugeholl ginn. Et ass natierlech gutt, datt en deposéiert gouf. Et ass e bësse spët. Et mierkt een och heiansdo: Zu Lëtzebuerg hu mer d’Tendenz, heiansdo e bësse lues ze sinn a gewëssene Saachen, wou anscheinend net ëmmer esou Konsens herrscht iwwer gewësse Punkten. 20 Joer laang, wou jiddweree seet: „Dach, et ass wichtig, dat muss ee maachen,“ an et brauch een 20 Joer, fir et ëmzesetzen. Dat ass heiansdo e bësse komesch.

Ech mengen, wat och awer wichtig ass, dat ass: Bei esou Reformen geet et och ëm d’Aarbechtsorganisatioun. An do muss een ëmmer sécherstellen, an dat gëllt souwuel fir de Public wéi och fir de private Secteur, datt och d’Salariee respektiv an deem Fall och d’Beamten decidéieren kënne, wéi si kënne mat hire gespuerte Stonnen ëmgoen.

Dat ass hei awer och gutt geséichert bei deem Projet de loi. Et dierf een ni vergiessen, datt et kee Kaddo ass, wéi dat gesot gouf, mä dat sinn hir Stonnen, déi se geschafft hunn, natierlech. A si mussen kënne doriwwer verfuegen, natierlech an deem Mooss och, datt souwuel eng Verwaltung wéi och e Betrib kënne funktionéieren.

Mä ech mengen awer, datt mer hei zu Lëtzebuerg weiderhin eng staark Matbestëmmung brauche bei de Beamten. Mir haten e bësse bedauert, deemools, bei der Reform vum Statut, ganz am Ufank vun dëser Legislaturperiod, datt och an der Fonction publique, deemno wéi, eng Grëtze Arbitraire hiérarchique agefouert gouf bei der Evaluatioun zum Beispill. Do muss een och oppassen, wéi dat sech kéint weiderhin entwéckelen an der Fonction publique. Mir haten do proposéiert, fir justement och d’Belegschaft ze stäerken. Dat war awer net ugeholl ginn.

Dofir, jo, mir sinn der Meenung, datt ee weiderhi soll assuréieren, datt d’Belegschaften da kënne och matbestëmmen. An am private Secteur, do wësse mer, datt dat vill méi komplizéiert ass an datt do d’Matbestëmmung ewechschmëlzt wéi Schnéi an der Sonn.



Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook, Twitter et
Instagram



Wat awer och wichteg ass, mengen ech, als Schlussfolgerung: Et ass eng wichteg Reform, déi elo gemaach gëtt an der Fonctioun publique. Et wäert dann nozéien iergendwéi am private Secteur, wann och Fortschréttler gemaach ginn an der Fonctioun publique. A mir wëssen, datt och déi Acquisen, déi d'Fonctioun publique huet, déi och erkämpft goufen, well et war net ëmmer einfach am ëffentlechen Déngscht, déi hunn och ëmmer eng Wierkung, datt duerno och de private Secteur nozitt.

An d'fir ass et och ëmmer wichteg - et d'fir een ni vergiessen -, datt och Acquisen vun der Fonctioun publique sech duerno erëmschloen, vläicht mat engem gewëssene Retard, mä erëmschloen am private Secteur. Ëmgedréit awer och. An dat ass och ëmmer d'Gefor. Do muss een ëmmer oppassen. Dat heescht, dat ass wichteg.

Mir hunn elo gesinn, do war et dës Kéier ëmgedréit, datt elo de Pappecongé, natierlech hei ëmgesat gëtt, mä wann een och scho vu Signalwierkung schwätzt, a mir hu jo hei e bëssen iwwer Congé geschwat: An der Fonctioun publique sinn d'Congéen natierlech och méi favorabel organiséiert wéi am private Secteur. Ech mengen, do muss een och an eng Richtung goen, fir fir méi Gerechtegkeet ze suergen, dës Kéier fir de private Secteur, ouni der Fonctioun publique eppes ofzehuelen, well si hunn déi Congéssäit natierlech zu Recht. En Ufank wier schonn eng sechst legal Congésschwaach. Dat wier schonn en Ufank fir eng Ugläichung.

Op jiddwer Fall ni vergiessen: Dat, wat d'Fonctioun publique erkämpft...

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- Den Här Wagner huet de Programm vun der LSAP gelies, gesinn ech.

(Hilarité)

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Den Här Wagner huet eis Fuerderung vun ëmmer schonn nach eng Kéier widderholl.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Déi Remark, déi huelen ech gären un, zemools um Enn vun dëser Legislaturperiod. Mir stëmmen dat heiten also mat Freed.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Domat ass déi allgemeng Debatt ofgeschloss. An d'Wuert huet de Minister fir d'Fonctioun publique, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- Merci, Här President. Ech mengen, haut kann een, ouni ze ënnerdreiwen, soen, dass et e groussen Dag ass fir d'Lëtzebuerger Sozialpolitik. E grouse Merci un de Rapporteur. E grouse Merci och un all déi mandatiéiert Spriecher vun de Fraktiounen, déi alleguerten hir Zoustëmmung zu dësem Gesetz scho signaléiert hunn.

Wa mer haut dat Gesetz hei stëmmen, wat an enger éischer Phas fir d'Fonctioun publique beim Stat gëllt, da wëll ech gläich op eng Fro, déi och scho vu verschiddene Riedner ugeschwat ginn ass, äntwerten.

Virausgesat d'Chamber gëtt haut hiren Accord, an dovu kann ee jo ausgoen no menge Virriedner, da wäert de 25. Juli op der Dagesuerdning vun Regierungsrat e Projet de règlement grand-ducal stoen, fir dat nämlecht am Gemengesecteur ëmzesetzen. Dat heescht also, dass mer dann zäitgläich mat der Fonctioun publique beim Stat dat nämlecht och kënnen am Secteur communal ëmsetzen, wat an där Form do nach ni do war.

A fir all Näiddiskussioun vu vieren auszeschalten: Jo, et ass geplangt, fir d'Zäitspuerkonten och am Privatsecteur ëmzesetzen. De Projet de loi 7324 vun Aarbechtsminister Nicolas Schmit ass de 25. Juni deposéiert ginn a steet dann och jiddwerengem zur Asiicht zur Verfügung.

A wéi wichteg dat ass, fir vu vieren bei dësem ganz wichtegen Thema vun der Sozialpolitik all Jalousien auszuschléissen, dat hu mer an der Vergaangenheet gemierkt, well all Kéiers, wa mer e Schratt no vir gemaach hunn an der Fonctioun publique, mer praktesch beschëllegt gi sinn, de Privatsecteur ze vernoléisegen.

Den Tenor war bei där Machinerie, déi da meeschtens lassgetrëppelt ginn ass, ëmmer deen nämlechten, an d'Zil, wat verfollegt ginn ass mat deene Campagnen, wat och ëmmer dat nämlecht. Et ass probéiert ginn ze insinuéieren, déi eng géint déi aner auszespillen, ze behaupten, déi sougenannt „Privilegiéiert“ aus der Fonctioun publique géifen op Käschte vun deenen „Benodeelegten“ aus dem private Secteur profitéieren.

Här President, ech si geléiert ginn, dass sozial Fortschréttler, egal a wéi engem Secteur se realiséiert ginn, ëmmer erëm Signalwierkungen op all aner Secteuren haten. Dat war net anescht, wéi an de 60er Joren den Index agefouert ginn ass, fir d'Éischt an der Fonctioun publique, fir en herno op d'gesamt Lëtzebuerger Land auszudeenen.

Ëmgedréit waren den 13. Mount oder d'lessensgeld Saachen, déi fir d'Éischt am Privatsecteur realiséiert gi sinn, ier se dann och an der Fonctioun publique zur Selbstverständlechkeet gi sinn.

An dat lescht Beispill ass dat, wat mer haut maachen. D'Erhéijung vun Pappecongé op zéng Deeg ass eppes, wat mer am Privatsecteur schonn hunn a wou haut d'Fonctioun publique da wäert nozéien.

A well et déi Wiesselwierkung do gëtt an ëmmer ee Secteur deen anere matzitt, ass dat och vläicht d'Erklärung derfir, firwat dass verschidde Patronsorganisatiounen - an ech betounen dat Wuert „verschidde Patronsorganisatiounen“ - mat Vehemenz géint all soziale Fortschrétt an der Fonctioun publique optrieden. An déi, déi aus Jalousie do oft matjaulen, maachen, ouni dass se dat vläicht wëllen, dat objektivt Spill vun deene Patronen - an ech betounen nach eng Kéier: net se alleguerten si gemengt, mä ganz spezieller -, déi Entrepreneuriat mat Egoismus verwiesselen.

An dësem Fall wäert dat Spill mat Sécherheet net opgoen. Wéi gesot, de Projet de loi iwwert d'Zäitspuerkonten beim Privatsecteur ass vum Aarbechtsminister schonn deposéiert ginn. An ech behaupten hei emol ganz fräi a frank, dass, wa mer dëse Projet vun der Fonctioun publique net haut géife finaliséiert kréien, da wäre mer och am Privatsecteur net esou wäit, wéi mer haut sinn.

Jorelaang ass et do e Blocage gi bei de Sozialpartner. Jorelaang sinn all méiglech an onméiglech Argumenter ervirgehol ginn, fir dee sozialpolitesche Fortschrétt am private Secteur ze verhënnern. An eréischt de Fait, dass mer dëse Projet de loi vun der Fonctioun publique haut hei wäerte stëmmen, huet den Deblocage vun de Patronatsorganisatiounen iwwerhaupt erméiglecht. Ech sinn iwwert déi Entwécklung immens frou.

D'Zäitspuerkonte selwer, an dat ass och schonn hei ugedeit ginn, kënnen mat Sécherheet eng Win-win-Situatioun ervirbréngen. Winner wäerte mat Sécherheet déi Leit sinn, déi e wäerte benotzen, entweder an Joer selwer, fir op verschiddene Plagéi méi ze schaffen an op anere manieren an domadder hiert Familljeliewe besser kënnen ze plangen an ze organiséieren, oder awer iwwer eng méi laang Period Stonnen uspueren, fir dann och eng méi laang Period kënnen auszesetzen, fir emol eng Kéier richtig kënnen Loft ze huelen oder zur Rou ze kommen.

Mä och de Patron Stat - an och dat ass hei ugedeit ginn - ka Gewënnen sinn, well och hien all Interêt drun huet, dass e mat zefriddenem, ausgeroute Personal kann zesummeschaffen, dat d'Fonctioun publique wäert stäerken an dat dann och kann, opgrond vun dësem Gesetz, säi Berufs- a Familljeliewe besser matenee kombinéieren.

Ee wichtegt Element wëll ech hei awer ganz besonnesch ervirsträichen: Keen Agent kann a soll gezwonge ginn, méi flexibel wéi haut ze schaffen. D'Decisioun, wéi geschaff gëtt, wäert och an Zukunft, wat d'Zäitspuerkonten ugeet, exklusiv beim Agent selwer leien. Wann et anescht wier, a Verschiddener - dat wäert kengem entgaange sinn - liebäugele mat esou engem System, wann et anescht wier, wier dat eng ongeheierlech an intolerabel Amëschung an d'Privatliewe vun eisen Agenten. Emsou méi wichteg ass et, dass mer eis haut en Instrument ginn, dat garantéiert, dass den Agent, hien oder si, eleng d'Souveränitéit iwwert d'Gestioun vu sengem Liewe behalen. De Mënsch schafft fir ze liewen. Net ëmgedréit.

An als verantwortleche Minister vun der Fonctioun publique, staatlecher Fonctioun publique, mat ronn 28.000 Leit - wéi gesot, den assimiléierte Secteur ass do net derbäigerecht -, sinn ech immens frou, eppes Klenges kënnen derzou bäizedroen, dass d'Leit ënner bessere Konditiounen kënnen schaffen, fir besser kënnen ze liewen.

Ech wollt vläicht nach ee Wuert dozou soen, well dat och hei ugeschwat ginn ass, dass mer schonn en anere Projet de loi haten, deen d'Regierung zrëckgezunn huet. Firwat hu mer deen zrëckgezunn an hunn en neie gemaach? Ma ganz einfach: Well et keen Accord tëscht den Sozialpartner iwwert deen Text ginn ass. Dir kennt alleguerten den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, deen dee viregte Gesetzesprojet alles aneres wéi guttgeheescht huet. Mä well mer awer mengen, dass bei dësem extrem wichtige Pro-

jet, deen d'Organisatioun vun der Aarbechtszäit matregelt, esou e Projet net géint d'Personal ze realiséieren ass, d'fir hu mer dee Projet zrëckgezunn an een neie gemaach. Dat ass deen eenzeg an allengege Grond, firwat dass dat geschitt ass.

Et ass och nach gefrot ginn - ech froe mech zwar, firwat dass dat an dësem Kontext geschitt, vläicht wär et besser, d'Fro direkt un den Auteur ze stellen. Effektiv, den Här Schmit huet op eng Question parlementaire, wat d'Verallgemeinerung vum Pappecongé ugeet, geäntwert. En huet dat och selbstverständlech, esou wéi en et versprach hat - an d'Madamm Modert kennt den Här Schmit aus fréieren Zesummenaarbechten -, huet en dat och an der Regierung thematiséiert. An domadder ass, mengen ech, och kloer duerch d'Beantwortung vun der Question parlementaire, wéi d'Regierung zu där doter Fro steet.

Ech wëllt nach vläicht ee Wuert soen...

(Interruption)

Jo?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ech mengen, den Här Minister huet näischt dergéint.

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- Nö.

(Hilarité)

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Merci, Här President. Här Minister, ech wollt just nofroen: Wat war dann d'Haltung vun der Regierung doropshin? Merci.

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- Also, Madamm Modert, Dir waart jo selwer Member vun der Regierung. Wann e Member vun der Regierung eng Question parlementaire beäntwert, da mécht en dat net a sengem perséinlechen Numm, mä e mécht et am Numm vun der Regierung.

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Jo, ebe just! Also, wat huet d'Regierung gesot?

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- Ech mengen, d'Fro ass beäntwert.

Ech wollt vläicht nach eppes soen zur Fro vun de Mengen. Ech mengen, ech hat d'Fro beäntwert: Wat geschitt am Gemengesecteur? Also, et ass ganz kloer en Zil, zäitgläich mat der Ëmsetzung vun dësem Gesetz an der Fonctioun publique fir de staatleche Secteur mat deem Règlement grand-ducal, dee fäerdeg ass an deen och mam Syvicol diskutéiert ass, wat d'Prinzipien dovunner ugeet, fir dat dann och kënnen am Gemengesecteur direkt ëmzesetzen.

Domadder géife mer dann engersäits d'Autonomie communale respektéieren. Mir fieren also an deem Gläichschritt weider, wéi dat ëmmer geschitt ass: engersäits d'Gesetzgebung fir d'Fonctioun publique an anerersäits dann och dat, wat an der Fonctioun publique komm ass, iwwert den Niveau vu Règlement-grand-ducalen also an de Gemengesecteur ëmsetzen. Dat wäert hei also zäitno geschéien.

Domadder hätte mer am Fond déi zwee konstitutionell Prinzipien, déi d'Madamm Modert ugeschwat huet, garantéiert: engersäits d'Autonomie communale an anerersäits awer och d'Gläichbehandlung vun all eise Beamten.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. A mir wären da prett fir d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7171.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7171 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

60-mol Jo. Unanimité. Domat ass de Projet 7171 ugehol.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Boffering, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber mat der Dispens vum zweete Vott d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass och dat esou decidéiert.

Mir géifen zum nächste Projet vun eise Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7284 iwwert de Contournement vu Käerjeng. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

6. 7284 - Projet de loi relatif à l'aménagement du contournement routier de Bascharage et portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*), *rapportrice*.- Jo, Här President, beim Projet de loi 7284 geet et ëm de Finanzement vum Contournement vun der Uertschaft Bascharage, och Nidderkäerjeng genannt.

Dir Dammen an Dir Hären, well keng Autobunn vum Südwesten a Richtung Stad verleeft, ass d'Duerchquere vum Zentrum vu Bascharage momentan déi eenzeg Méiglechkeet, fir ouni grouss Ëmweeër vun Aubange, Lonkech an aus dem sougenannte Pëitenger Baseng an d'Stad ze fieren.

Am Laf vun de leschte Joréngten ass den Duerchgangsverkier an der Uertschaft dowéinst massiv geklommen. D'Konsequenz ass déi, datt d'Stéckstoffwäerter, NO₂, déi regelmeisseg am Zentrum vu Bascharage gemooss ginn, d'Grenzstäerter vun der europäescher Luftschuttdirektiv aus dem Joer 2008 massiv iwwerschreiden. Zäitweis erreeche se iwwer 80 Mikrogramm pro Kubikmeter - woubäi ee muss wëssen, datt d'Grenzstäerter bei just 40 Mikrogramm pro Kubikmeter leien. D'Politik ass also opgefuerdert, ze handeln.

Net besser ass et beim Kaméidi, dee bal 600 Wunnhaier an der Uertschaft betrëfft an tëscht zéng Auer owes a sechs Auer moies schonn eleng bei iwwer 49 Dezibel läit - vum Dag guer net ze schwätzen!

Trotz dem Ausbau an der Fërdnung vum ëffentlechen Transport an der Mobilité douce weisen all Pronosticken drop hin, datt déi schlecht Wäerter vun der Luftqualitét a vum Kaméidi weiderhi wäerte klammen, wann den Trafic net carrement aus dem Zentrum erausdrainéiert gëtt.

Opgrond vun dëser Erkenntnis an der Wichtigkeet, d'Gesondheet vun den Urainer besser ze schützen, huet déi viregt Regierung, mam Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler, de Bau vun engem Contournement am Joer 2012 an d'Phas 1 vum Verkéierskonzept MoDu ageschriwwen. Dat ass net vergiess an dat soll och gesot ginn.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*), *rapportrice*.- Déi definitiv Decisioun, dëse Projet ze realiséieren, geet zrëck op de Regierungsrat vum 26. Juli 2016, deen natierlech ënnert der Verantwortung vun der haiteger Regierung stattfonnt huet, a richtig konkret gëtt de Bau mat dësem Projet de loi.

E berout op enger ganzer Rei vun Etüden, déi an de leschte Joren duerchgefouert gi sinn, an definéiert net nëmmen de Finanzement, mä och den Tracé an déi néideg Kompenséierungsmaassnahmen.

Am Kontext vun deenen Etüde goufen insgesamt véier Varianten analyséiert, inklusiv der Variant 0, déi doraus bestanen hätt, guer keng Ëmgeungsstrooss ze bauen. Well dës Nullvariant de Problem net geléist, mä verschlémmert hätt, gouf schlussendlech d'Variant 2 zrëckbehalen, zu där ech lech dann och e puer Erklärungen wëllt ginn.

Laut den Ausfëierungen, déi mir an der Nohaltegkeetskommissioun kritt hunn, läit de Choix vun dësem Site, besser gesot vun dësem Tracé, éischtsens do dran, datt de gewielten Tracé eng beschtméiglech Ubannung un de bestoenden Transportreseau erméiglecht. Zweetens doran,